

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

EW/FNV 2022.T117

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE sur MER**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles

L 2212-1, L 2213-1 et suivants,

Vu les articles du Code de la Route,

Considérant la demande de l'entreprise **ELEVIA CONSTRUCTION** en date du 18 Mars 2022 relative à un coulage de béton avec un camion toupie pour le compte de la SARL MALO IMMOBILIER, **Route d'Aguesseau, parcelles cadastrées AT N° 511 et 513 à Trouville-sur-Mer.**

Considérant que le camion toupie va créer un débordement de 1,5 m sur la voie de circulation.

Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la circulation route d'Aguesseau.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise **ELEVIA CONSTRUCTION** est autorisée à intervenir pour effectuer un coulage de béton à l'aide d'un camion toupie **au droit de la parcelle cadastrée section AT N° 511 et 513 Route d'Aguesseau.**

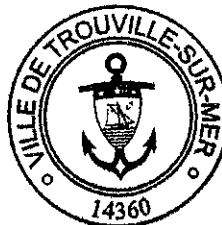
Article 2 : La circulation s'effectuera en circulation alternée le temps de la livraison, avec mise en place de feux de signalisation. L'entreprise **ELEVIA CONSTRUCTION** devra mettre tout en œuvre pour déposer sa livraison dans les plus courts délais et procéder au nettoyage du ciment tombé sur la chaussée.

Article 3 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **le Lundi 28 Mars 2022.**

Article 4 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise en charge des travaux.**

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 6 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Madame la Responsable du Service Sécurité et Tranquillité Publiques, les agents assermentés du Service de Police Municipale, et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, le 21 Mars 2022

Pour le Maire par délégation

Le Conseiller Municipal

Délégué à la Sécurité

Stéphane SABATHIER

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.